

CEVIPOF

CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES DE SCIENCES PO

NOTES DE RECHERCHE / WORKING PAPERS n°20
JANVIER 2007

PEUT-ON PARLER D'UN MODÈLE ANGLO-SAXON ?

(CONTRIBUTION À UNE HISTOIRE DE NOS
PRÉJUGÉS)

PAR JEREMY JENNINGS

(Queen Mary, University of London)



PEUT-ON PARLER D'UN MODÈLE ANGLO-SAXON ?

(CONTRIBUTION À UNE HISTOIRE DE NOS
PRÉJUGÉS)

Jeremy JENNINGS

(Queen Mary, University of London)

Ce texte est celui de la conférence inaugurale que Jeremy Jennings a prononcée en tant que titulaire de la chaire Vincent Wright à Sciences Po en 2006.

Peut-on parler d'un modèle anglo-saxon ? Ma première réponse à cette question est la suivante : il est évident que l'on peut parler d'un modèle anglo-saxon et d'ailleurs, que l'on parle du modèle anglo-saxon. Cependant, si la question est posée autrement - par exemple : « est-ce que l'on a raison de parler du modèle anglo-saxon ? » - la réponse est moins évidente.

Prenons comme point de départ, ce que, en France, on dit du modèle anglo-saxon. Il suffit de feuilleter les journaux français pour voir que, en général, il a mauvaise presse. Ajoutons à cela que, encore en général, on passe très rapidement de l'expression « modèle anglo-saxon » à l'expression « modèle anglais » et enfin à « modèle libéral ». On fait un joli mélange des trois expressions, au point qu'elles sont devenues synonymes. En somme, l'expression « modèle anglo-saxon » est une expression codée visant le modèle libéral, jugé étranger et dangereux. Par modèle anglo-saxon, donc, il faut entendre mondialisation et atlantisme.

Je laisse de côté les diatribes de la gauche, pour laquelle – je cite - le modèle libéral est en « rupture » « avec les notions d'égalité des droits, de solidarité, et de sécurité collective » du modèle social français (*L'Humanité*, 14.09.2005). Pour vous citer quelques éditoriaux et articles que j'ai trouvés très facilement, soit dans *Le Monde* soit dans *Le Figaro*. « Le modèle anglo-saxon, lit-on, est bâti sur l'axiome que "tout le monde est responsable pour soi-même et donc tout le monde doit travailler". » Ce système crée moins de chômage que le nôtre, mais beaucoup plus de travailleurs pauvres ; nous, nous avons plus de chômeurs, mais moins de pauvres qu'eux ! Je cite encore : « La règle absolue de la rentabilité imposée par le monde anglo-saxon a remis la dimension humaine de l'acte économique, parce que l'humain échappe aux calculs. » Comme nous le verrons plus en détail par la suite, dans ces propositions, il n'y a absolument rien de nouveau. Pour le moment, il suffit tout simplement d'établir que, dans le débat actuel en France, le modèle anglo-saxon signifie américanisation de la société française et mondialisation – c'est-à-dire, quelque chose qui est profondément anti-français ; et enfin, toujours, que le modèle anglo-saxon est caractérisé par les inégalités et l'absence de solidarité. Bien sûr, ces critiques contiennent une dimension rhétorique, un élément de politique politicienne, mais néanmoins elles renvoient aussi à une vision cohérente d'un modèle qui, dans ses fondements, est jugé être très différent, voire contradictoire avec « le modèle social français ».

Une deuxième question s'impose : est-ce que ce discours politique et rhétorique trouve un écho dans la recherche ? Autrement dit, étant donné que toute conception d'un modèle est toujours datée, un peu floue, impressionniste, est-ce que la notion même du modèle sert à quelque chose ? Est-ce que cela nous aide à répondre d'une façon scientifique à la question que je pose ce soir ? Je n'en suis pas forcément convaincu, mais il faut, quand même, faire référence au texte classique de Gosta Esping-Andersen, *Les Trois Mondes de l'État-Providence*, paru en anglais en 1990, et en français neuf ans plus tard aux Presses Universitaires de France. Dans ce texte, l'auteur s'essaie à une typologie des différents États-providence existant en Occident et tente de rendre compte de leurs différences.

Selon Esping-Andersen, il existe trois types de régimes d'État-providence (dans le texte original, *welfare state regimes*).

Le premier modèle est « l'État-providence libéral », dans lequel « l'assistance fondée sur l'évaluation des besoins, les transferts universels modestes ou les plans d'assurances sociales prédominent. » Selon Esping-Andersen, « dans ce modèle... le progrès de la réforme sociale a été rigoureusement borné par les normes traditionnelles libérales de l'éthique du travail » (en anglais, « *liberal work ethic norms* »). Les États-Unis, le Canada, l'Australie et le Royaume-Uni sont les archétypes de ce modèle.

Le deuxième modèle est le modèle « conservateur » et « corporatiste », dont la France, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie sont les représentations. Dans ce modèle, affirme Esping-Andersen, « l'obsession libérale de rendement du marché (*market efficiency*) et de la marchandisation (*commodification*) n'est jamais prééminente. Ce corporatisme, ajoute-t-il, est subordonné à un édifice étatique parfaitement prêt à se substituer au marché en tant que pourvoyeur du bien-être. »

Le troisième modèle est composé des pays dans lesquels les principes d'universalisme et de démarchandisation des droits sociaux ont également été étendus aux nouvelles classes moyennes. Nous pouvons, dit Esping-Andersen, le qualifier de régime « social-démocrate ». Ce modèle, affirme-t-il, « encourage une égalité des plus hauts standards et non une égalité des besoins minimaux » (en anglais, « *an equality of minimum needs* »). Les pays représentants de ce modèle sont bien évidemment les pays scandinaves. Comme le laisse entendre notre auteur, si les États-Providence peuvent être regroupés en fonction de leur type, il faut reconnaître qu'aucun d'entre eux n'illustre tout à fait un pur modèle. Néanmoins, sa conclusion est que le monde est « évidemment » composé de typologies distinctes (en anglais, « *distinct regime clusters* »).

Comment peut-on expliquer ce phénomène ? Quelles sont les causes des différences qui existent entre ces trois types de régime d'État-providence ? Esping-Andersen fait référence à trois facteurs : « la nature de la mobilisation de classe (surtout en ce qui concerne la classe ouvrière), les structures de coalition de la classe politique et l'héritage historique de l'institutionnalisation du régime ». Pour ma part, ce que je voudrais souligner, c'est que, selon Esping-Andersen, dans les pays anglo-saxons (le texte anglais parle des « Anglo-Saxon nations »), l'État-providence « pourvoit essentiellement la classe ouvrière et les pauvres », et il dépend « des loyautés d'une couche peu nombreuse et politiquement résiduelle ».

En bref, d'un point de vue scientifique il semble légitime de parler de modèles, de typologies, à condition d'accepter que l'idée d'un modèle statique est fautive et que l'architecture n'est pas figée mais dynamique. Parmi ces modèles, se trouve un ensemble d'institutions et de pratiques que l'on peut appeler un « modèle anglo-saxon ».

Néanmoins, une mise au point serait souhaitable. Il faut l'avouer : je ne suis pas spécialiste des régimes d'État-providence. Heureusement, j'ai des collègues qui le sont, et d'après eux, il faut nuancer l'analyse d'Esping-Andersen. Pour illustrer cet argument, il suffit de prendre pour exemple les conclusions de Howard Glennerster, professeur émérite à la London School of Economics. Selon lui, « *General*

'welfare regime' explorations that put the UK and the US together as 'Anglo-Saxon' nations with powerful individualist value systems simply do not fit the case. » Selon Glennerster, si on fait une étude comparative des systèmes de santé, d'éducation et de retraites ou de pensions, et si on prend pour exemples des pays anglo-saxons – les États-Unis, le Royaume-Uni, et l'Australie – on verra que ce qui existe dans chaque pays n'est pas du tout similaire. À ce niveau – la santé, l'éducation nationale, la retraite – il n'est pas facile de trouver la preuve de l'existence d'un modèle anglo-saxon.

Si je ne suis pas spécialiste des régimes d'État-providence, je n'hésite pas à me décrire comme spécialiste des régimes politiques ; en tant que politologue, me semble-t-il, on ne peut pas parler d'un modèle anglo-saxon. Bien évidemment on peut parler d'un « *Westminster model* », que le Royaume-Uni a réussi à exporter au Canada, en Australie, et ailleurs (entre parenthèse, et pour vous faire sourire, j'ajoute qu'aujourd'hui encore, la reine d'Angleterre gouverne quinze pays). Mais entre la version britannique de la démocratie parlementaire et le système fédéral des États-Unis, fondé sur la pondération des pouvoirs, il n'existe presque aucune ressemblance. On peut mentionner en passant que cette distinction entre ces deux régimes types de régimes démocratiques a été bien comprise en France, pendant le XIX^e siècle par les penseurs libéraux. Cela est particulièrement bien illustré par les débats autour de la constitution de 1848.

En somme, sans vouloir critiquer d'une façon injuste les conclusions d'Esping-Andersen, il semble que certains détails de sa thèse sur l'existence de trois types d'État-providence mériteraient d'être revus. Ainsi, par exemple, tout le monde s'accorde à penser que, depuis son arrivée au pouvoir, le parti travailliste – *New Labour* – a essayé de construire un nouveau modèle, la troisième voie, *The Third Way*.

Je ne souhaite pas faire un éloge de la troisième voie, ni rouvrir le débat sur son contenu – réel ou mythique. Tout le monde en a assez d'Anthony Giddens et Giddens lui-même n'en parle plus. Mais, dans la mesure où M. Blair lui-même continue à évoquer quelque chose qu'il définit comme « *The British Economic Model* », il me semble utile de réfléchir un peu sur ce concept.

La première constatation qui s'impose, c'est que la troisième voie a, au minimum, trois dimensions : une dimension électorale, une dimension politique, et une dimension socioéconomique. En bref, la troisième voie a été conçue comme stratégie électorale, visant à remporter les élections avec un programme de centre gauche. Dans cette analyse, le problème électoral majeur était le manque de crédibilité et ce programme devait y remédier. Même les détracteurs de la troisième voie reconnaissent que cette stratégie a bien marché.

Sur le plan politique (deuxième dimension), l'ambition de la troisième voie a été de créer une nouvelle vision de la politique. Au cœur de cette nouvelle politique serait une société civile forte et réinventée. En conséquence, le rôle de l'État serait repensé et refaçonné. L'État deviendrait un instrument dont le but serait de permettre aux gens de réaliser eux-mêmes leurs projets personnels et collectifs, et de les aider à y parvenir. En anglais, on parle d'un « *Enabling State* ». Au fond, l'aspiration était de rompre avec la culture étatiste de la social-démocratie. Le moins que l'on puisse dire est que cette stratégie n'a pas été une réussite totale. Si l'on met à part le programme de réforme constitutionnelle, qui contient un élément significatif de décentralisation du pouvoir, il n'est pas évident que les pratiques et le génie de l'administration gouvernementale soient moins dirigistes qu'avant. D'ailleurs, les détracteurs disent que, sous M. Blair, on a assisté à une centralisation supplémentaire du pouvoir entre les mains du Premier ministre.

C'est la troisième dimension, la dimension sociale et économique, qui, à mon avis, est la dimension la plus importante de la troisième voie. En gros, l'ambition était de réaliser la fusion entre l'efficacité économique et la justice sociale, le marché libre et le bien-être de tous. Je voudrais laisser de côté pour le moment la question de savoir si cet objectif exigeant a été atteint, afin d'examiner les perspectives qui ont inspiré cette nouvelle formulation des ambitions travaillistes.

Dans sa brochure de 1998, *The Third Way : New Politics for a New Century*, M. Blair a exposé les valeurs qui inspirent le programme social et économique de la troisième voie ainsi que le contexte dans lequel ce programme était suivi. Comme valeurs, il a cité la justice sociale fondée sur le respect pour chacun - quelles que soient « son origine, sa capacité, ses croyances, sa race » -, l'égalité des chances, la responsabilité de chacun envers la société, et le sentiment d'être membre d'une communauté. Le contexte est celui d'un changement radical au niveau de la technologie, la transformation du rôle des femmes et l'activité politique elle-même, mais aussi et surtout la croissance des marchés mondiaux (au pluriel) et d'une culture mondiale (au singulier). En réponse à cette évolution, il faudrait selon M. Blair poursuivre quatre objectifs : une société civile forte, un gouvernement fondé sur les principes d'association et de décentralisation, une politique internationale fondée sur la coopération (ne riez pas) et une économie dynamique. On a déjà évoqué les deux premiers éléments de ce programme. Il n'est pas nécessaire de discuter du troisième aspect, qui, franchement, est et restera la plus grande défaite de M. Blair. Mais le quatrième aspect, une économie dynamique, est lié, évidemment, à la conception du « *British Economic Model* » dont M. Blair reste très fier.

Voici plusieurs citations d'un discours prononcé par M. Blair, fin novembre 2005, devant la *Confederation of British Industry*, l'équivalent du Medef français.

« There is one question that dominates policy making for industry and the economy today – open or closed (une économie ouverte ou fermée). »

« To be successful, modern economies need to be open ; that means open to overseas investment (pas de patriotisme économique) ; ready to have poor performers taken over by good ones ; encouraging managed and controlled immigration (pas de peur du plombier polonais) ; willing to see companies and even sectors rise and fall, and unwilling for government to pick winners (pas de champions nationaux). »

Le succès considérable de l'économie britannique, ajoute-t-il, résulte d'une stabilité micro-économique et, selon lui, c'est à cause de ce succès que les commentateurs font très souvent allusion au modèle économique britannique. Ceci lui a donné l'opportunité d'exposer encore une fois les caractéristiques de ce modèle, en soulignant son originalité.

« This is not a split the difference model, a little bit of American enterprise softened by a little bit of European solidarity. » (Ce n'est pas un mélange du modèle américain et du modèle européen).

« At its best, and we are not always, at our best, the components of the british model are free trade between open economies ; good investment in public services and infrastructure ; social protection of people rather than jobs ; a strong emphasis on skills and education ; rapid technological adaptation and flexible markets. »

Quelles sont les prémisses qui soutiennent cette conception, si clairement énoncée par M. Blair ? Premièrement, notons l'indifférence quasiment totale envers la question traditionnelle de la propriété des moyens de production, une question très chère aux sociaux-démocrates européens. Par contre, on voit une préférence pour le marché, et surtout pour un marché caractérisé par la flexibilité (j'ajoute entre parenthèses que, selon l'analyse officielle du gouvernement britannique, le niveau très élevé du chômage dans la zone euro est le résultat d'un marché du travail trop rigide et d'une régulation excessive). Deuxièmement, la politique de la nationalisation de moyens de production est remplacée par une stratégie conçue pour parvenir à une égalité de statut ou situation et une juste égalité des chances. Il s'agit donc d'une préoccupation relative à l'exclusion sociale plutôt qu'à la redistribution de la richesse nationale. Le principe des allocations universelles est abandonné en faveur de l'attribution des aides principalement aux bas revenus, aux enfants pauvres, aux chômeurs de longue durée. Dans notre jargon, on parle soit d'une « *targeted egalitarianism* » (« une égalitarisme ciblé) soit d'un « *asset-based egalitarianism* ». En somme, et pour résumer, le principe d'égalité a été remplacé par

le principe d'équité (*fairness*). Donc, selon la version officielle, le modèle britannique constitue une troisième voie entre la social-démocratie d'autrefois (dépassée) et le néo-libéralisme.

Récemment, ici en France mais aussi en Europe, une grande partie du débat public s'est concentré sur les mérites relatifs de divers modèles existants, dans l'espoir de trouver un mélange concret qui puisse marcher dans chaque pays. Il y a trois jours, par exemple, j'ai lu dans *Le Monde* que les vingt-cinq membres de l'Union européenne cherchent « le juste équilibre entre flexibilité et sécurité ». On parle, paraît-il, de la « flexisécurité ». Mais, comme on vient de le voir, étant donné la réussite apparente du modèle britannique, il y a des gens – même des Français – qui pensent que quelque chose, peut-être, est à tirer de l'expérience britannique. Nous reviendrons plus loin sur cette question, quand je tenterai de résumer les « réussites » de M. Blair et du *New Labour* au pouvoir.

Pour le moment, je voudrais replacer ce débat sur le modèle britannique – le modèle anglo-saxon, si vous voulez – dans un contexte historique, parce que, me semble-t-il, les thèmes et les paramètres du débat actuel n'ont rien de nouveau. En France, le point de départ de ce débat a été l'interprétation de la Révolution anglaise de 1688 – la prétendue *Glorious Revolution*. Cette glorieuse révolution a par exemple été à la base de la controverse entre le protestant Pierre Jurieu et le très catholique Bossuet, le premier affirmant son soutien fort à la cause de Guillaume d'Orange et les avantages que son régime apportait au peuple anglais. L'interprétation positive de cette révolution pacifique a accordé la plus grande importance à deux aspects du nouveau régime. Tout d'abord, la reconnaissance qu'un ensemble particulier d'institutions politiques est indispensable pour que la liberté politique soit préservée : en bref, la séparation des pouvoirs. La deuxième réalisation de la révolution glorieuse, décrite de façon vivante par Voltaire, a été la tolérance religieuse ; mais tout le monde s'accorde à penser que ce qui était en jeu n'était pas seulement une controverse religieuse entre catholiques et protestants. La reconnaissance de cette diversité religieuse reposait sur l'acceptation implicite de l'idée suivante : l'étendue de l'activité gouvernementale devrait être limitée, et par conséquent, l'action légitime de l'État ne s'étendrait pas sur l'intégralité des activités des individus. En corollaire, avec l'État de droit, toute une gamme d'activités devrait mieux être laissée soit à des individus soit à des groupes d'individus plutôt qu'à l'État. Parmi ces activités, une des plus importantes était le commerce.

L'anglophilie et l'anglophobie ont toutes les deux prospéré en France pendant le XVIII^e siècle. Représentatif de l'esprit et de la tonalité de la seconde est le texte de Joseph Fiévée, *Lettres sur l'Angleterre* et *Réflexions sur la philosophie du XVIII^e siècle*. « Les mots paix et commerce, affirme Fiévée, sont en Angleterre ce que paix et gloire sont pour la France. » En conséquence, en Angleterre tout est de mauvais goût et vulgaire. « Les Anglais, dit-il, forment la nation la moins civilisée de l'Europe », et ceci provient de la grande estime qu'ils ont pour l'argent et l'ennui qu'ils éprouvent dans la société des femmes. Les Anglais n'aiment pas et sont jaloux des étrangers, jusqu'à l'insolence et l'antipathie. Fiévée n'estime pas beaucoup non plus la prétendue tolérance religieuse de l'Angleterre. L'Angleterre, écrit-il, est un pays où toutes les « extravagances religieuses sont permises », mais être catholique dans ce pays, « c'est être beaucoup moins qu'un homme. » En ce qui concerne la liberté produite par le système de gouvernement anglais, Fiévée ne voit que corruption et oppression. En Angleterre, constate-t-il, les élections peuvent être divisées en trois catégories : « celles qu'on achète, celles qu'on donne, et celles qu'on dispute avec de la réputation et de l'argent. » Pire encore était « l'agitation de la canaille ».

Pourquoi Fiévée trouvait-il si nécessaire de critiquer les mérites du commerce et de la constitution anglaise ? Parce qu'il croyait que la France n'avait rien à envier aux autres peuples. De plus, vouloir imiter l'Angleterre en tout ou partie lui semblait une absurdité politique. Il lui semblait absurde de comparer les institutions anglaises aux institutions françaises, et conséquemment, il lui semblait impossible de

rendre commun aux deux nations ce qui ne conviendrait à aucune. « Les Anglais, écrit-il, sont ce que leur position, les siècles et les événements ont décidé qu'ils seraient. Pour leur ressembler, il faudrait deux choses impossibles : d'abord, cesser d'être nous, ensuite devenir eux. » Ce serait une catastrophe pour la France si elle devenait « un peuple imitateur ».

En bref, la question de la véracité de l'image positive et enthousiaste de l'Angleterre présentée par les philosophes anglophiles ne cachait pas seulement un point d'honneur mais aussi un point politique très sérieux. Est-ce que, comme ces détracteurs le suggéraient, le modèle de la séparation des pouvoirs avait jamais vraiment fonctionné, au sens où le pouvoir du gouvernement contrôlait les élections et la politique menée ? Existait-il un rapport entre la prospérité commerciale de l'Angleterre et sa liberté politique ? Est-ce que l'Angleterre jouissait de la liberté et de la prospérité ?

Une grande partie de ce débat – comme Fiévée lui-même l'a reconnu – se fondait sur des rivalités économiques dynastiques et militaires entre les deux nations qui existaient depuis longtemps et qui furent particulièrement intenses pendant le XVIII^e siècle. Cela dit, la question de l'utilité d'une comparaison entre les deux pays – la France peut-elle copier les institutions et les pratiques du modèle anglais – méritait d'être posée. C'était de fait une question très souvent posée à l'époque, même par les admirateurs les plus enthousiastes de l'Angleterre.

On peut discerner trois positions relatives à l'Angleterre au XVIII^e siècle. D'abord la position anglophile, pour laquelle l'Angleterre était le symbole de la liberté et du commerce. Pensons à Montesquieu, pour lequel il existait « une nation dans le monde qui a pour objet direct de sa constitution la liberté politique » : cette nation, c'était l'Angleterre. Selon les anglophiles, la France affrontait les mêmes problèmes que l'Angleterre, et l'Angleterre avait déjà trouvé les solutions. Cette interprétation a beaucoup influencé une génération. Ensuite, la position anglophobe, qui ne voyait rien en Angleterre qui mérite l'admiration. L'Angleterre était un pays protestant, et donc forcément hérétique ; en Angleterre, il pleuvait tout le temps, tout le monde s'ennuyait et souffrait de la mélancolie ; la cuisine était détestable et les Anglais buvaient trop ; plus sérieusement, selon cette perspective, l'Angleterre ne jouissait pas de la liberté. Pensons à Rousseau, grand admirateur de Sparte et des cantons suisses, pour qui l'Anglais n'était libre tous les cinq ans que pendant un seul jour, et pour qui la façon dont l'Anglais avait utilisé sa liberté démontrait bien qu'il ne la méritait pas. De plus, la « prospérité » de l'Angleterre était fondée sur des bases « stériles ». D'après les physiocrates par exemple, dans la mesure où la puissance et la richesse de l'Angleterre venaient du commerce et du système industriel, il s'agissait d'une richesse tout à fait illusoire et de courte durée. En plus, étant donné la préférence des physiocrates pour le « despotisme légal », le système politique anglais était jugé dominé par les vicissitudes de l'opinion publique et des intérêts privés.

La troisième position était plus nuancée, au sens où ses promoteurs croyaient que la comparaison n'était pas possible entre la France et l'Angleterre. Ce qui existait en Angleterre était le résultat d'une histoire particulière, d'une géographie tout aussi particulière - le fait d'être une île comptait beaucoup – et de mœurs particulières. Selon l'abbé Sieyès par exemple, la constitution anglaise était le résultat du hasard et des circonstances et n'avait rien à voir avec le progrès des Lumières. Il y avait d'une part ceux qui (comme Sieyès et Condorcet) croyaient que la réforme de l'État et de la société française devait être fondée sur des règles générales, et de l'autre, ceux qui croyaient que la France devait suivre ses propres principes et ses propres traditions. « C'était en politique, affirmait Joseph Fiévée, qu'on peut dire véritablement, comparaison n'est pas raison. »

Au tout début de la Révolution française, pendant quelques mois seulement, les anglophiles – sous l'appellation de monarchiens – ont essayé de reconstruire la monarchie française selon les principes de la constitution anglaise. Mais la modération a été très vite abandonnée et le pouvoir est tombé dans les mains des anglophobes. Plus un député était révolutionnaire, plus ses opinions étaient hostiles envers

les institutions anglaises et le peuple anglais. William Pitt (comme M. Blair aujourd'hui) a été diabolisé comme l'ennemi infernal de la France et l'Angleterre fut très souvent décrite comme la nouvelle Carthage, pouvoir maritime qui ne possédait pas les vertus austères et républicaines, soit de Rome, soit de la France. Plus tard Napoléon Bonaparte fut absolument convaincu que le blocus continental allait très vite détruire le pouvoir de l'Angleterre parce que, comme les physiocrates, il croyait que les sources de la richesse commerciale britannique n'étaient ni stables ni permanentes.

Le débat sur l'Angleterre comme modèle pour la France a continué sous la Restauration et pendant le XIX^e siècle. Je voudrais souligner un aspect de ce débat. Tout le monde – les anglophiles comme les anglophobes – croyait que la société anglaise était la société de l'inégalité sociale et économique, et que, contrairement à la France, le pouvoir politique, économique et social restait dans les mains de l'aristocratie terrienne.

Parmi les anglophiles, Benjamin Constant par exemple, écrit que l'Angleterre est « une aristocratie vaste, opulente et vigoureuse ». Selon Auguste de Staël, fils de Madame de Staël, dans ses *Lettres sur l'Angleterre* (1825), « L'Angleterre est un pays éminemment aristocratique : elle l'est par ses institutions, par ses opinions, par ses mœurs. Elle l'est plus qu'aucun pays de l'Europe. » « Division inégale des propriétés, continue-t-il, primogéniture¹, pairie héréditaire, influence électorale, distinction de rangs, prérogatives honorifiques, corporations privilégiées, partout se retrouve l'élément aristocratique. »

« Nulle part, ajoute-t-il, il a observé la passion d'égalité, l'hostilité contre tous les genres de supériorité sociale (qui était commune parmi les Français). »

Les libéraux anglophiles ont beaucoup discuté le caractère de cette aristocratie, mais, en gros, ils ont conclu que les privilèges de l'aristocratie anglaise lui appartenaient comme une espèce de concession faite par la nation dans l'intérêt commun, ces privilèges apparaissant nécessaires au maintien de la liberté. En bref, en Angleterre l'aristocratie était considérée comme la véritable puissance de gouvernement. Néanmoins, pour les libéraux, c'était aussi une aristocratie des talents. « Il n'y a jamais eu au monde, écrit Charles de Montalembert, dans son livre *De l'avenir politique de l'Angleterre* (1857), un gouvernement où l'accès au pouvoir, de l'influence, de la renommée soit plus facile et plus assuré qu'en Angleterre. » Notons aussi que pour des gens comme Montalembert, « la liberté de tester² [était en Angleterre] à la fois la conséquence et la garantie de la liberté générale ». L'Angleterre ouvrira sans aucun doute la porte à la démocratie, mais en même temps elle lui opposera des digues telles que l'Anglais ne sera jamais soumis aux caprices de la multitude. L'Angleterre ne suivra jamais l'exemple de la France et ses ennemis attendront longtemps le jour de sa ruine. L'ambition des anglophiles était plutôt de supprimer les obstacles qui empêchaient la France de s'approprier les principaux avantages du système anglais, y compris le modèle de son aristocratie.

Pour les anglophobes, l'influence de l'aristocratie était considérée beaucoup moins positivement, et pour ces auteurs, les inégalités politiques, économiques et sociales que l'on voyait partout en Angleterre constituaient tout à la fois un crime et la source de sa faiblesse.

Le livre d'Eugène Buret, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, publié en 1840, est représentatif de ce genre de critique. Selon Buret, l'Angleterre est « le pays privilégié pour les études sociales, celui qui a plus de chose à nous apprendre que tout le reste du monde. » Mais ce qu'il voit, c'est

¹ Principe aristocratique excluant le fractionnement des propriétés créé en France par le code civil (héritage)

² En France, le Code civil empêche la liberté de tester : égalité des héritiers (sauf pour la part dite « réservataire »).

l'extrême opulence à côté de l'extrême dénuement, « la liberté des riches et des forts » à côté de la « servitude des pauvres et des faibles » – la nation anglaise, ajoute-t-il, « est celle de toutes où l'opulence de quelques-uns fait ressortir d'une façon plus saisissante la pauvreté du grand nombre. » Le paupérisme existait dans les deux pays, mais la France se trouvait selon lui dans une situation économique et sociale bien préférable à celle de l'Angleterre : la majorité des Français n'arrivera jamais à la situation pénible dans laquelle était plongée le peuple anglais. « La France, constate-t-il, est pauvre, mais l'Angleterre est misérable. » La conclusion de Buret est sans ambiguïté. La France a tort d'envier l'opulence et la force de l'Angleterre, parce que cette dernière « est engagée dans une voie sans issue, qui n'aboutit qu'à une ruine inévitable ou à la plus radicale et peut-être la plus terrible des révolutions. »

Buret n'était pas le seul à rendre visite au laboratoire anglais. Économistes, politologues, réformateurs sociaux, ont voyagé outre-manche pour découvrir les secrets du machinisme et du système industriel, et, en général, le diagnostic était sombre et hostile. Pour la plupart des visiteurs de grandes villes industrielles de l'Angleterre, l'industrialisme apparaît synonyme de paupérisme, de criminalité, de prostitution. D'après Flora Tristan (*Promenades de Londres*, 1842) « La plupart des ouvriers manquent de vêtements, de lit, de meubles, de feu, d'aliments sains. » Pour elle, la cause de ce paupérisme se trouvait dans l'existence et la puissance de l'aristocratie anglaise. « Savez-vous, écrit-elle, comment une poignée d'aristocrates, Lords, baronnets, évêques, propriétaires de livres, sinécristes de toutes sortes, savez-vous comment cette poignée de privilégiés peut pressurer, torturer et affamer une nation de vingt-six millions d'hommes. » En Angleterre, le peuple n'est affranchi que de nom. Il souffre sous le joug de « l'impitoyable égoïsme, la révoltante hypocrisie, les monstrueux excès de cette oligarchie anglaise. » « Lords d'Angleterre, crie-t-elle, ce système est le plus barbare, la plus atroce des tyrannies. Dieu ne permettra pas sa durée. »

Ainsi contre les « exagérations de l'anglomanie » (Ledru-Rollin), les détracteurs de l'Angleterre nous ont donné l'image d'un pays où régnait une opulence mensongère, une prospérité officielle derrière laquelle se cachait la misère universelle. Pour eux, la banqueroute de l'Angleterre était imminente.

Menacée de mort, l'Angleterre était inexorablement condamnée, parce qu'elle était le pays de l'aristocratie et des inégalités. Donc, selon Ledru-Rollin, dans *La Décadence de l'Angleterre* (1850), « Dans le chemin des idées, les deux nations [France et Angleterre] marchent en sens diamétralement opposé... La France... s'élance vers l'avenir de l'égalité : l'Angleterre se fortifiant plus que jamais dans les privilèges du passé. » La France, « fille de Rousseau », était l'apôtre de l'égalité, et ne pouvait donc pas s'arrêter aux « demi-principes de liberté civile, commerciale, politique et religieuse » qui prédominaient si bien en Angleterre. Par contre, la France avait comme mission de réaliser non seulement la défense de la patrie mais aussi « la justice sociale sur la terre, la justice des frères entre les citoyens, entre les peuples ».

Je veux souligner que cette vision de l'Angleterre comme pays de misère, de paupérisme, de dégradation des classes ouvrières, victime d'une exploitation et d'une oppression, perpétrée par un petit groupe de spoliateurs aristocratiques, était une description très répandue à l'époque. Pour bien apprécier l'étendue de cette perspective, il suffit de consulter le *Grand Dictionnaire Universel* de 1867, c'est-à-dire le *Dictionnaire Larousse*. Si la notice sur Albion est rassurante (pour un Anglais au moins) : « La perfide Albion, lit-on, qui sert à caractériser la mauvaise foi, la perfidie traditionnelle du gouvernement anglais. Cette expression, d'abord poétique, est devenue en quelque sorte triviale et personne n'oserait aujourd'hui l'employer sérieusement. », la notice pour l'Angleterre est, quant à elle, très inquiétante. D'une longueur de quinze pages, elle commence par une description de l'histoire de l'Angleterre, sa géographie, sa culture. Puis à la fin de la notice, Pierre Larousse a ajouté une discussion entre Jacques Bonhomme et John Bull. Larousse nous explique le contexte de cette discussion : « Deux courants

d'idées, tout à fait opposés, se manifestent en France à propos de l'Angleterre. » Jacques Bonhomme, nous explique Larousse, « est affligé d'une incurable anglophobie ». Ainsi, Jacques Bonhomme, s'il reconnaît qu'il existe en Angleterre un certain degré de prospérité et de grandeur matérielle, passe tout de suite à l'offensive : « Tu es, dit-il à John Bull, l'un des peuples les plus misérables de la terre ; en dépit de ton travail obstiné, tu languis dans la misère et l'abjection... Tes femmes se jettent par milliers à la prostitution : tes hommes dans l'abrutissement des liqueurs fortes... Dans aucun pays la bataille de la vie n'est plus âpre et plus obstinée ; la défaite plus tragique... La pauvreté est méprisée comme le serait un vice ou une mauvaise action. »

Les causes de cette existence misérable et triste sont, selon Jacques Bonhomme, bien connues : « L'existence de ton aristocratie dévorante, ton gouvernement... est une véritable oligarchie. Au nom du respect des lois, l'injustice et l'arbitraire sont perpétrés sur les pauvres. La liberté n'existe réellement que pour "les hautes classes" ». En somme, la civilisation anglaise est restée jusqu'ici réfractaire à l'émancipation morale et physique des classes inférieures. « La France de 1793, conclut Jacques Bonhomme, dénonçait ta nation au monde comme la Carthage moderne et l'ennemie du genre humain. Les illusions de Montesquieu, des philosophes, et de l'école constitutionnelle étaient alors bien évanouies ; on avait fait la cruelle expérience du peu de sincérité de ton libéralisme. »

En somme, on a beaucoup discuté en France pendant le XIX^e siècle « le modèle anglais », et on l'a fait parce que l'on croyait que c'était en Angleterre que se forgeaient les clefs du devenir européen. Pour les admirateurs de ce modèle – modèle aristocratique et commercial tout à la fois – il fallait que la France essaie d'imiter les institutions et les pratiques anglaises, de se modeler sur ce qui avait réussi. Pour ses détracteurs, il fallait étudier l'Angleterre surtout pour avertir les Français de ce qui les attendaient s'ils décidaient de suivre sa voie, de prendre la route commerciale et libérale ; une route, selon eux, en contradiction avec l'esprit de la France, l'esprit d'égalité et de justice.

On entendait même des gens qui disaient que, par opposition aux Anglais, les Français n'étaient pas un peuple commerçant, mais une nation agricole.

Il est nécessaire de souligner que l'analyse que je viens de faire est bien évidemment une esquisse, que la réalité était beaucoup plus nuancée. Par exemple, même parmi les prétendus libéraux, il est possible de trouver des auteurs qui ont exprimé leurs doutes sur l'avenir de l'Angleterre. En 1816, par exemple, Jean-Baptiste Say a publié *De l'Angleterre et des Anglais*, texte dans lequel il constate « l'énormité des charges supportées par le peuple anglais et la grande détresse de la classe qui n'est simplement que manœuvrière. Un tiers de la population, affirme-t-il, est ainsi obligé d'avoir recours à la charité publique. » Plus tard, Tocqueville et Montalembert exprimeront tous deux leurs doutes quant à l'avenir politique de l'Angleterre. Et comme bien d'autres, ils critiquent vigoureusement sa politique étrangère. Montalembert, par exemple, parle de « son ingratitude, ses enthousiasmes étranges, l'âpreté de son égoïsme, l'abus de sa propre force, son mépris pour la faiblesse d'autrui. »

Il faut aussi savoir que certains Anglais eux-mêmes étaient d'accord avec les critiques adressées à leur propre pays. Mon collègue londonien, Georgios Varouxakis, a très bien analysé la place de la France et des Français dans la pensée politique de l'époque victorienne. Comme Flora Tristan l'a fortement ressenti, la plupart des Anglais éprouaient un sentiment de supériorité envers ceux que Walter Bagehot a appelé « *those poor French* ». Cependant d'autres penseurs, comme J. S. Mill ou Matthew Arnold, appréciaient beaucoup les mérites de la France et dénonçaient la pauvreté intellectuelle de l'Angleterre. Selon les propres mots de Arnold, en Angleterre, on faisait l'erreur de prendre la richesse pour la liberté.

Autrement dit, la question qui fait l'objet de nombreuses polémiques en France aujourd'hui – les prétendus mérites du modèle anglo-saxon contre

les mérites du modèle social français – n'est pas nouvelle. J'ose même dire que les termes de ce débat - l'inégalité comparée aux vertus de l'égalité, le commerce et le système industriel contre la justice, la solidarité contre l'individualisme, l'État contre le marché – n'ont pas changé depuis deux siècles. Et ceci n'est pas difficile à expliquer Outre-Manche. Les Français cherchent et trouvent aujourd'hui ce qu'ils y cherchaient et y trouvaient déjà hier : soit un paradis de la liberté, soit l'enfer de l'oppression et de l'exploitation. Très souvent, me semble-t-il, c'est bien là le rôle d'un modèle : confirmer les préjugés de l'observateur. Cette Angleterre-là n'existait alors comme elle existe aujourd'hui, que dans l'imaginaire de ces observateurs.

Nous revenons ainsi à M. Blair et son « *British economic model* ». Nous connaissons tous les problèmes imputés au modèle social français en crise : le taux de chômage surtout, mais aussi l'augmentation des emplois temporaires et de la précarité de l'emploi, la tentation protectionniste, les difficultés à intégrer la population immigrée, etc. Pour les admirateurs du « modèle britannique », la réduction du chômage suffit en elle-même à démontrer les mérites de la troisième voie britannique. Mais dans les six derniers mois, le chômage a augmenté régulièrement : rien que pour le mois dernier, les chiffres montrent un accroissement de 39 000 chômeurs. Aux éloges adressés à notre modèle, la réponse typiquement British est : « *Well, yes and no.* » Certes, depuis quelques années, au niveau de la croissance, l'économie britannique a été plus performante que l'économie française ; mais il faut se demander pourquoi. On peut, par exemple, poser l'hypothèse que la prospérité récente de la société britannique est la conséquence d'un niveau très (peut-être trop) élevé de l'endettement personnel. Il existe, sans aucun doute, une grande différence entre la politique monétaire du Royaume-Uni et celle de la zone euro. La première est plus flexible que la seconde, et c'est cette flexibilité qui favorise la croissance et l'emploi. Autrement dit, il est possible que la « réduction » du chômage au Royaume-Uni n'ait rien à voir avec les prétendus « *supply-side reforms* » introduites chez nous depuis vingt-cinq ans. De plus, une très grande partie des emplois créés depuis l'arrivée au pouvoir du *New Labour* sont des postes dans le secteur public. Le chiffre approximatif est autour de six cent mille (600 000). Par contre, depuis 1997, le secteur industriel a perdu près d'un million d'emplois. Je ne veux pas nier les réussites du *New Labour*, ces réussites sont réelles : par exemple, l'introduction du salaire minimum, l'augmentation des allocations familiales, l'extension du congé de maternité, mais surtout les programmes conçus pour diminuer la pauvreté parmi les enfants (*child poverty*). En même temps, il faut bien accepter l'idée que ces résultats sont mitigés. Par exemple, les problèmes récurrents de la productivité des travailleurs britanniques et le faible niveau d'investissement ne sont pas résolus. On peut donc se demander si, par-delà la rhétorique, le « *British economic model* » tant vantée par M. Blair a beaucoup de substance. J'ai lu récemment dans le journal britannique *The Observer* qu'en Angleterre, si l'on veut fonder une entreprise, il faut dix-huit jours ; en France, paraît-il, il faut juste huit jours. Pourtant on dit habituellement en France que l'économie française n'a pas la flexibilité qui existe en Angleterre.

J'arrive à ma conclusion. J'ai essayé de vous montrer ce soir que le débat actuel autour du modèle anglo-saxon est la poursuite d'un débat qui existe depuis le XVIII^e siècle. De chaque côté – parmi les anglophiles et les anglophobes – on a réussi à créer une vision mythique de l'Angleterre, et, me semble-t-il, la fabrication de ces mythes se poursuit aujourd'hui. Par exemple, *Libération* proposait récemment un questionnaire en dix points, conçu pour montrer au lecteur ses présupposés. On y trouvait notamment la question suivante : depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement de M. Blair a-t-il augmenté ou baissé les impôts ?

En France, la plupart des gens pensent que le gouvernement de M. Blair a baissé les impôts. C'est faux.

Depuis son arrivée au pouvoir, le *New Labour* a beaucoup augmenté les impôts – le taux d'imposition actuel au Royaume-Uni, comme pourcentage du

produit national brut, est presque le même que celui en France et en Allemagne. Cela, par exemple, a permis d'augmenter de 43 % en termes réels les dépenses du système de santé nationale (*The National Health Service*). Le budget britannique, présenté il y a une semaine, prévoit que l'État va augmenter de 30 % ses investissements dans l'école et la recherche. (Entre parenthèse, j'ajoute que, à mon avis, c'est cela qui explique pourquoi l'économie britannique ralentit, depuis quelques années, mais je laisse cette question de côté !) Je veux tout simplement dire qu'aujourd'hui, très souvent, ce que l'on affirme en France au sujet du modèle britannique ou de M. Blair lui-même n'est pas forcément vrai ni juste. Mais comme nous l'avons vu, ce type de malentendu ne date pas d'hier. Alors, pour terminer je vous donnerai deux citations de J. S. Mill, grand philosophe anglais et grand admirateur de la France :

« Is it not clear that these two nations, England and France, are examples of the *advance of civilizations* by two different roads, and that neither of them has, nor probably ever will, pass through the state. »

« There is something exceedingly strange and lamentable in the utter incapacity of our two nations to understand or believe the real character and springs of action of each other. I am tempted to write a pamphlet or a review article on that very subject, but I fear that it would produce no effect! »



*98, rue de l'Université
75007 Paris*

Tél. 33 (0)1 45 49 51 05

e-mail : info@cevipof.sciences-po.fr

Site Internet : www.cevipof.msh-paris.fr

